



Consultation publique n°2023-04 du 20 avril 2023 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Réponse d'ENI GAS & POWER France

Propos liminaires

Eni gas&Power France remercie la CRE de poursuivre, par cette consultation publique, la segmentation par typologie de compteurs – évolués et non évolués – des tarifs des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseau de distribution (GRD) d'électricité.

Les consommateurs d'électricité et les contribuables français, ayant participé au financement du programme Linky, doivent bénéficier des réductions de coûts permises par la télé-opérabilité des prestations.

Ces évolutions doivent impérativement s'inscrire dans le plan de convergence des pratiques et des outils des ELD avec ceux d'Enedis, afin de permettre une ouverture du marché effective sur tout le territoire au bénéfice des consommateurs concernés.

Comme nous l'avons formulé en GTE et au cours des précédentes consultations de la CRE (n°2022-10), nous sommes favorables à ce que cette segmentation se généralise pour toutes les opérations télé-opérables et à la gratuité de ces dernières. Ainsi le tarif des prestations doit :

- uniquement servir à couvrir les coûts des GRD pour la réalisation des prestations ;
- inciter les consommateurs à installer des compteurs évolués et utiliser leurs fonctionnalités. Ainsi, les prestations télé-opérables doivent tendre vers des tarifs bas, voire une gratuité. D'ailleurs, plusieurs prestations télé-opérables à date ne sont pas facturées.

Nous demandons une plus grande transparence sur les coûts et la méthodologie de construction, utilisés pour définir les prix de ces tarifs : coûts SI et humains pour chaque prestation. En effet, nous constatons aujourd'hui des écarts de coûts pour des actes similaires.

Par ailleurs, nous rappelons à la CRE et aux gestionnaires de réseaux de distribution que les « compteurs silencieux » (i) génèrent pour les fournisseurs des erreurs de prévision de consommation, donc de pricing et de sourcing, ainsi que des réclamations clients et (ii) qu'ils exposent les clients à des rattrapages. Ainsi, lorsque le GRD constate, au moment d'une relève à pied, le défaut d'un compteur communicant, il doit proposer des solutions de rechange à sa charge, afin de garantir l'opérationnalité du matériel. Cette observation est particulièrement valable dans le cadre de la proposition d'évolution de la prestation « relève spécial ».

La gratuité des prestations, dont le coût est parfois répercuté dans le TURPE, doit être rendue possible pour les consommateurs équipés de compteurs silencieux (matériel défectueux) et les consommateurs qui ne peuvent être équipés pour des raisons techniques. A défaut de cette gratuité, ils doivent pouvoir être basculés sur la grille des tarifs télé-opérables.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire s'agissant de la prestation « mise en service sur raccordement existant » ?

ENI considère, même si ce montant est faible, que le consommateur n'a pas à supporter le coût d'un dysfonctionnement (échec de télé-opérations) du système auquel il est totalement étranger. C'est au distributeur d'assumer ce coût pris en charge par le TURPE.

Il nous semble légitime que le consommateur ayant historiquement refusé d'être équipé d'un compteur évolué assume lui-même les coûts de mise en service sur raccordement.

Toutefois, un consommateur entrant dans le logement, n'a pas à faire les frais de cette opération liée au choix du consommateur précédent. Cette prestation doit donc être gratuite pour lui.

Laisser la possibilité au consommateur de s'équiper d'un compteur communicant et ainsi bénéficier du tarif associé est une évolution que nous jugeons positive favorable à l'acceptabilité des compteurs communicants. A ce titre nous avons plusieurs points de vigilance :

- Cela nécessitera une évolution du système d'information du GRD et de la vigilance de sa part pour éviter que cette prestation soit facturée à un client ayant accepté la pose de Linky par le passé, mais dont la demande n'a pas aboutie, en raison d'impossibilité technique par exemple.
- Cette proposition conduit à faire porter par le fournisseur d'énergie la mission de proposer au client l'installation d'un compteur Linky lors de sa MES. Il convient alors de prévoir une couverture des frais du fournisseur générés par cette nouvelle mission via la CSPE.

Dans cette logique la prestation MES sur raccordement existant ne serait payée que par les clients ayant refusé la pose d'un compteur Linky.

Question 2 : Etes-vous favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau ?

Nous sommes favorables à cette évolution, mais attendons de la part d'Enedis et de la CRE des éléments chiffrés pour nous prononcer sur les niveaux.

Question 3 : Etes-vous favorable à rendre la prestation « Relevé spécial » gratuite dans une limite de deux fois par an et par point de connexion pour les consommateurs équipés d'un compteur évolué silencieux ?

Conformément à notre réponse à la question 1, nous estimons que les consommateurs équipés d'un compteur évolué doivent bénéficier de la gratuité de la prestation « relevé spécial » que ce compteur fonctionne normalement ou non dès lors que le dysfonctionnement ne peut lui être attribué.

Sur le cas spécifique des compteurs silencieux, d'une part ils génèrent pour les fournisseurs des difficultés de facturation, de pricing et les exposent aux règlements des écarts en générant de l'insatisfaction client, et d'autre part, ils exposent les clients à des rattrapages. Si le GRD constate un défaut technique, il doit résoudre le problème et s'assurer que le compteur soit fonctionnel.

Nous demandons donc la création d'un nouveau flux par le GRD pour l'identification des clients ayant des compteurs silencieux.

Question 4 : Question 5 : Etes-vous favorable au maintien de la tarification actuelle de la prestation « Activation de la télé-information client » ?

Oui, nous y sommes favorables.

Comme précisé dans nos propos liminaires, nous sommes favorables à encourager l'équipement de tous les consommateurs en compteurs évolués et à l'usage des fonctionnalités accompagnant la maîtrise de la consommation. A cet égard, nous mettons en garde contre la mise en place de tarifs dissuasifs.

Question 5 : Etes-vous favorable à la suppression des prestations « Mise en place d'un système de téléreport des index (BT ≤ 36 kVA) » et « Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la téléinformation du compteur » dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Oui.

Question 6 : Avez-vous des remarques s'agissant des travaux menés sur la prestation de décompte ?

N.S.P.

Question 7 : Identifiez-vous des évolutions à apporter à la prestation annuelle de décompte afin notamment de s'adapter au déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) ?

Le décompte sur le domaine de tension BT ≤ 36kVA est réalisé dans le cadre d'un contrat de service expérimental, pour lequel un retour d'expérience serait souhaitable afin d'adapter ou non ce contrat.

Si nous n'identifions pas d'évolutions spécifiques à ce stade, nous sommes favorables au lancement d'une concertation spécifique, ou au moins d'ateliers d'échanges, pour contribuer aux travaux d'adaptations des prestations Enedis au regard du déploiement des IRVE.

Question 8 : Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire pour les prestations dont les tarifs sont impactés par le déploiement des compteurs évolués pour les producteurs BT ≤ 36 kVA ?

Nous regrettons que la note technique ne précise pas le coût généré par la réalisation de chacune des prestations pour le GRD. Dès lors, il nous est impossible de nous prononcer sur les niveaux tarifaires proposés.

Aussi, nous constatons que les autres consommateurs BT ≤ 36 kVA ont une grille tarifaire plus basse pour les mêmes prestations. Le prix des prestations doit encourager les comportements vertueux dont l'autoconsommation. Nous demandons que les prix des prestations soient alignés et que toutes les opérations télé-opérables le soient, pour ces consommateurs.

9 : Etes-vous favorable à l'introduction de la prestation non facturée « Changement de nature de contrat » à destination des producteurs BT \leq 36 kVA ?

Oui.

Question 10 : Etes-vous favorable à la création de la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Equilibre » dans le catalogue d'Enedis ?

Nous sommes favorables à la création de cette plateforme qui a pour objectif d'accompagner au mieux les acteurs. Compte tenu du passage aux allocations quotidiennes, prévu le 01/07/23, nous estimons que cette plateforme arrive trop tardivement.

Ainsi, pour que cette plateforme puisse réellement aider les acteurs dans la mise en place des futures évolutions, nous souhaitons que le passage aux allocations quotidiennes soit décalé de quelques mois.

Question 11 : Etes-vous favorable aux tarifs proposés pour la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Equilibre » ?

Les tarifs proposés pour accéder aux services induisent une augmentation significative pour les fournisseurs. Nous souhaitons donc que ces tarifs soient revus à la baisse afin de coller au plus près des tarifs pratiqués à date. Il est important pour les fournisseurs que cette prestation reste non-obligatoire et optionnelle.

Question 12 : Etes-vous favorable à la suppression de la prestation S508 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Oui.

Question 13 : Etes-vous favorable à la suppression de la prestation S509 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Lors d'un GT « Service Data aux RE » Enedis a indiqué que l'analyse de la prise en compte du flux S509 dans les jeux de données est au statut « en industrialisation ». Il n'est donc pas envisageable de supprimer ce flux avant qu'il soit intégré à la nouvelle plateforme.

Question 14 : Etes-vous favorable à la suppression des prestations S707 et S708 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Oui.